



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver

British Columbia

V6Z 0B9

Bid Fax: (604) 775-9381

LETTER OF INTEREST

LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver

British C

V6Z 0B9

Title - Sujet DDR - Modules de quai flottant en b	
Solicitation No. - N° de l'invitation F1700-195546/A	Date 2019-11-29
Client Reference No. - N° de référence du client F1700-195546	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWY-038-8701
File No. - N° de dossier PWY-9-42020 (038)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-12-30	
Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Chiasson (PWY), Danielle	Buyer Id - Id de l'acheteur pwy038
Telephone No. - N° de téléphone (604) 349-7097 ()	FAX No. - N° de FAX (604) 775-6633
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DFO - SAR Facility - Hartley Bay, BC	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Demande de renseignements (DDR)

Modules de quai flottant en béton – travail sur place à la SRS de Hartley Bay, C.-B. en 2020

CONTEXTE DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DDR)

La Garde côtière canadienne (GCC) est un organisme de service spécial qui fait partie du ministère des Pêches et des Océans. La GCC est chargée de fournir les services suivants : aides à la navigation, communications et gestion du trafic maritime, déglacage et gestion des glaces, entretien des chenaux, recherche et sauvetage maritimes, intervention en cas de pollution marine, appui aux autres ministères, conseils et organismes du gouvernement, en fournissant des services de navires et d'aéronefs ainsi que d'autres services.

En 2016, le gouvernement du Canada a lancé un Plan de protection des océans (PPO) pour protéger les côtes et les voies navigables du Canada. Dans le cadre du financement du PPO, la décision a été prise de construire une nouvelle station de recherche et de sauvetage (SRS) dans la région éloignée de Hartley Bay, en Colombie-Britannique. D'une population d'environ 200 habitants, la communauté de la Première Nation Gitga'at de Hartley Bay vit dans un village éloigné qui est accessible seulement par bateau ou par avion. Il est situé à 145 kilomètres au sud de Prince Rupert. Actuellement, un programme d'intervention d'urgence est géré à Hartley Bay par la Première Nation Gitga'at. En novembre 2017, la GCC et la Première Nation Gitga'at ont signé un protocole d'entente ayant trois principaux objectifs : améliorer la recherche et le sauvetage maritimes, l'intervention environnementale, les services de communication et de trafic maritimes, ainsi que la gestion des voies navigables sur la côte nord du Pacifique; choisir des membres de la Première Nation Gitga'at et les former; trouver des possibilités d'emploi et d'approvisionnement pour la Première Nation Gitga'at en lien avec la GCC.

Carte indiquant l'emplacement de Hartley Bay



DESCRIPTION DES TRAVAUX

Un contrat a été attribué pour certaines composantes du bâtiment de la station de recherche et de sauvetage (SRS) à Hartley Bay. La présente DDR concerne les travaux maritimes subséquents sur place qui sont requis et doivent commencer en juin 2020.

Les travaux sur place comprendront :

- l'installation d'un quai flottant en béton de 17 x 52 m soutenant une SRS modulaire de la GCC, amarré par deux pieux en acier de 762 mm. Le quai est fourni par le propriétaire et doit être remorqué par l'entrepreneur à partir de Steveston, C.-B.;
- l'installation d'un quai brise-lames en béton de 17 x 52 m, amarré par 14 lignes d'amarre synthétiques. Le quai est fourni par le propriétaire et doit être remorqué par l'entrepreneur à partir de Steveston, C.-B.;
- la remise en état ou le remplacement de trois brise-lames tubulaires en polyéthylène haute densité (PEHD);
- la fourniture et l'installation d'une passerelle en aluminium de 20 m pour l'accès au quai flottant de la SRS.

Vous trouvez ci-dessous une liste des travaux typiques, des compétences, de l'équipement et des sous-traitants requis pour ce projet.

La liste vise à susciter des idées de bénéfices socioéconomiques potentiels pour la Première Nation vivant près de la SRS de Hartley Bay, C.-B.

Métiers spécialisés	Équipement	Autre
Menuisier-monteur de charpentes en bois massif	Remorqueurs	Hébergement
Opérateur de marteaux batteurs de pieux	Barges avec treuils	Repas
Arpenteur	Grues	
Plongeur à des fins commerciales ou industrielles	Levé	
Ouvrier	Appareil et équipement manuel de forage de roche	
Opérateur de grue et de treuil	Blocs d'alimentation pneumatique et hydraulique	
Soudeur	Bateau auxiliaire de plongée	
Conducteur de bateau		
Foreur de roche		

STRATÉGIE D'APPROVISIONNEMENT ENVISAGÉE

Conformément à l'objectif du gouvernement du Canada, qui cherche à moderniser ses pratiques d'approvisionnement, SPAC envisage diverses initiatives, dont l'approvisionnement auprès d'entreprises autochtones et la mise en place de mesures destinées à accroître la diversité des soumissionnaires de marchés publics, y compris les Autochtones. SPAC souhaite obtenir les commentaires des gens d'affaires autochtones et non autochtones. Cette rétroaction pourrait également lui permettre de tenir compte d'avantages socioéconomiques éventuels, comme le perfectionnement des compétences et le développement économique de la région.

Ce marché public n'est pas réservé suivant la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones. Bien que non finalisée, la stratégie d'approvisionnement envisagée comportera un appel d'offres public et concurrentiel, ouvert à tous les entrepreneurs autochtones et non autochtones ainsi qu'aux coentreprises.

Une partie de la méthode d'évaluation dans ces approvisionnements potentiels comprendra des critères obligatoires ou cotés axés sur un plan d'avantages pour les Autochtones (PAA) de la Première Nation vivant près de la SRS de Hartley Bay, C.-B. En outre, la méthode d'évaluation pourrait inclure une combinaison de ces deux types de critères.

Le but d'un PAA est d'offrir d'importantes retombées économiques directes et durables aux nations autochtones locales.

La communauté locale est la Première Nation Gitga'at. Pour ce projet, la personne-ressource dans la communauté locale est :

Roger Sterritt
Gestionnaire
Équipe d'intervention d'urgence Gitga'at
778-884-5385
rogersterritt@gitgaat.ca

ou

Eddie Robinson
Directeur des urgences
778-884-2564
eddie-robinson@gitgaat.ca

Les soumissionnaires intéressés sont encouragés à communiquer avec les Premières Nations locales.

OBJECTIFS DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Les objectifs de la présente demande de renseignements sont les suivants :

- recueillir de l'information et susciter de l'intérêt pour le projet;
- renseigner l'industrie et la communauté d'affaires autochtone locales sur le projet;
- amorcer le processus de consultation de l'industrie et de la collectivité;
- établir la capacité des entreprises autochtones et de l'industrie des Premières Nations locales.

QUESTIONS POUR LA MOBILISATION DE L'INDUSTRIE

Pour les besoins du projet, le Canada aimerait déterminer la capacité actuelle et future à fournir des matériaux, de l'équipement, de la main-d'œuvre et des compétences dans le domaine de la construction sur les territoires ancestraux des Premières Nations locales.

Veuillez tenir compte des questions suivantes dans votre réponse à la présente DDR.

1) Possédez-vous ou exploitez-vous une entreprise ou une coentreprise? Dans l'affirmative, veuillez fournir la liste des compétences et de l'équipement que vous offrez. Veuillez inclure une description de votre entreprise ou coentreprise, y compris un bref historique des travaux ou des projets réalisés au cours des dix dernières années (le cas échéant).

2) Si vous envisagez cette possibilité à titre d'entrepreneur principal, comment vous y prendriez-vous pour travailler avec des sous-traitants, de la main-d'œuvre, des employés en formation (p. ex. apprentis), du matériel, des biens, de l'équipement et des services provenant des Premières Nations locales? Comment votre entreprise pourrait-elle organiser et gérer une telle collaboration?

3) Question pour les Autochtones et les membres de l'industrie : Avez-vous déjà été témoin de stratégies incitatives qui encouragent différentes manières de collaborer avec les Premières Nations et de passer des contrats avec elles? Ces stratégies ont-elles permis de développer les compétences des Autochtones, d'augmenter la capacité industrielle des entreprises autochtones et de fournir des bénéfices économiques confirmés aux Premières Nations locales? Dans l'affirmative, quels en ont été les résultats? Dans la négative, pourquoi?

4) Le Canada tente d'inclure des avantages dans les domaines de la sous-traitance, de la fourniture de biens et de services, du développement des compétences et de la formation, de la main-d'œuvre directe et d'autres mesures. Selon vous, quelles autres mesures procureraient des avantages et seraient acceptables par les Premières Nations locales?

5) Le Canada peut utiliser des critères cotés ou obligatoires pour le plan d'avantages pour les Autochtones dans l'appel d'offres. Laquelle de ces approches recommandez-vous pour intégrer des mesures d'approvisionnement qui bénéficient aux Premières Nations locales dans le cadre de ce projet?

6) Croyez-vous que l'exigence d'un plan d'avantages pour les Autochtones aura une incidence sur votre participation à l'approvisionnement?

7) L'une des mesures d'approvisionnement auprès des Autochtones mises en œuvre pour cet approvisionnement pourrait consister à imposer un pourcentage minimum de contrats de sous-traitance confiés à des fournisseurs répondant aux critères de diversité, en l'occurrence les Premières Nations locales. Quel pourcentage de sous-traitance serait réalisable avec des fournisseurs diversifiés? Par exemple, une approche pourrait consister à inclure un critère coté dans la demande de propositions qui permettrait d'attribuer de 5 % à 15 % de la note technique totale à la sous-traitance avec des fournisseurs diversifiés. Un fournisseur diversifié est actuellement défini comme étant une entreprise détenue ou dirigée par des Canadiens provenant de groupes sous-représentés, comme les Autochtones.

8) SPAC examine diverses méthodes pouvant servir à confirmer qu'il s'agit d'un fournisseur diversifié. Une solution consiste à demander aux fournisseurs d'attester eux-mêmes qu'ils sont des fournisseurs diversifiés, ce que SPAC vérifierait pendant toute la durée du contrat. SPAC devrait-il demander une autoattestation suivie de vérifications ou recourir aux services d'un organisme de certification établi pour déterminer si les fournisseurs répondent aux critères de diversité? Quelles autres méthodes proposeriez-vous pour vérifier qu'il s'agit de fournisseurs diversifiés? Une autre solution consiste à utiliser les services d'organismes tiers qui seraient responsables de vérifier s'il s'agit de fournisseurs diversifiés et de fournir une attestation moyennant des frais, comme :

<https://www.buysocialcanada.com/suppliers>
Conseil canadien des fournisseurs autochtones et des minorités visibles
WBE Canada, Certified Women Business Enterprises
Conseil canadien pour le commerce autochtone
Inclusive Workplace Supply Council of Canada

Veillez nous faire part de toute autre question, préoccupation ou recommandation qui n'a pas été abordée ci-dessus.

REMARQUE À L'INTENTION DES RÉPONDANTS

Les répondants peuvent envoyer leur réponse à l'autorité contractante de SPAC indiquée ci-dessous, de préférence par courriel :

Danielle Chiasson
Spécialiste en approvisionnement, Attribution des marchés immobiliers
Services publics et Approvisionnement Canada
800, rue Burrard, local 219
Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9

Courriel : Danielle.Chiasson@pwgsc.gc.ca
Téléphone : 604-349-7097
Télécopieur : 604-775-6633

Les coordonnées d'une personne-ressource du répondant devraient être comprises dans la réponse.

SÉANCE DE MOBILISATION DE L'INDUSTRIE ET DE LA COLLECTIVITÉ

Pour faciliter la collecte de renseignements, une activité de mobilisation de la communauté et de l'industrie sera organisée. Cette activité donnera aux entrepreneurs et aux Premières Nations locales la possibilité de se rencontrer et de discuter de partenariat, de sous-traitance et de développement des compétences.

Date : le 12 Décembre, 2019
Heure : 13 h à 15 h HAP/HNR
Lieu : Téléconférence ou Vidéoconférence (Webex)

Les répondants peuvent participer par téléconférence ou Webex. Les fournisseurs intéressés doivent inscrire au maximum deux représentants en informant l'autorité contractante indiquée ci-dessus (Danielle Chiasson) au plus tard le 10 Décembre 2019 à 16 h (HAP/HNR). Des renseignements supplémentaires seront fournis aux répondants.

REMARQUE IMPORTANTE À L'INTENTION DES RÉPONDANTS

La présente DDR ne constitue pas un appel d'offres ni une demande de propositions (DP). Aucun accord ni contrat fondé sur la présente DDR ne sera conclu. La présente DDR ne constitue nullement un engagement de la part du gouvernement du Canada, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. La présente DDR ne doit pas être considérée comme un engagement à

lancer un appel d'offres subséquent ou à attribuer un marché pour les travaux décrits dans les présentes.

La présente DDR n'est pas destinée à servir d'appel d'offres, d'appel de propositions ou de processus de préqualification, et ne doit pas être interprétée comme telle. La présentation d'une réponse à cette DDR ou la participation à une réunion ne vise pas à créer et ne crée pas d'obligations contractuelles ou juridiquement contraignantes, notamment d'obligations d'accepter ou de rejeter de l'information, d'obligations d'entreprendre des négociations ou de refuser d'entreprendre ou de continuer des négociations, ou encore d'obligations d'attribuer ou de refuser d'attribuer un contrat. La participation à la présente DDR et la présentation d'une réponse à celle-ci ne constituent pas un préalable à la participation à un processus commercial subséquent, le cas échéant.

Les répondants sont invités à présenter leurs commentaires, leurs préoccupations, et, le cas échéant, des recommandations sur la façon de répondre aux besoins et aux objectifs définis dans cette DDR. Les répondants devraient expliquer toute hypothèse formulée dans leur réponse.

La réponse à la présente DDR n'a pas à être présentée selon une structure ou un format officiel. Le répondant ne devrait pas hésiter à transmettre toute information qu'il estime utile et pertinente pour l'analyse du projet par SPAC et l'élaboration de documents d'appel d'offres en vue de l'achat d'une solution répondant aux besoins.

Le Canada pourrait, à sa discrétion, communiquer avec un répondant pour lui poser d'autres questions ou obtenir des éclaircissements quant à un aspect d'une réponse.

La présente DDR n'entraînera pas la création d'une liste de fournisseurs. Par conséquent, le fait d'y répondre ou non n'empêche aucunement un fournisseur de participer à tout processus d'approvisionnement ultérieur.

Toutes les réponses seront traitées comme étant confidentielles, sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* (L.R. 1985, ch. A-1) et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R. 1985, ch. P-21).

SPAC n'attribuera directement d'aucune manière les renseignements que les répondants auront désignés comme « confidentiels » ou de « propriété exclusive » dans leur réponse.

Les réponses ne seront pas formellement évaluées. Toutefois, SPAC examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR. SPAC peut, à sa discrétion, examiner les réponses reçues après la date de clôture de la DDR.

Une équipe d'examen composée de représentants de SPAC examinera les réponses reçues. SPAC se réserve le droit d'embaucher des experts-conseils indépendants ou d'utiliser toutes les autres ressources qu'il juge nécessaires pour examiner en tout ou en partie les réponses. Tous les membres de l'équipe d'examen n'examineront pas nécessairement toutes les réponses.

Outre tous les autres droits exprimés ou implicites, SPAC se réserve les droits suivants :

1. annuler le processus de DDR en tout temps;

2. annuler le processus de DDR en tout temps et publier une nouvelle DDR concernant les mêmes renseignements ou des renseignements similaires;
3. modifier, à son entière discrétion, l'échéancier ou la structure du processus de DDR, y compris la date de clôture;
4. demander d'autres précisions ou renseignements utiles aux répondants et donner aux répondants d'autres précisions ou renseignements pertinents à la DDR;
5. communiquer avec tout client ou toute référence figurant dans la soumission d'un répondant;
6. ne pas tenir compte d'une réponse dans son intégralité si elle contient des renseignements que SPAC juge faux, inexacts, douteux ou trompeurs.

Il faut communiquer les questions relatives à la présente DDR par voie électronique à l'autorité contractante nommée ci-dessus. Les questions doivent avoir été reçues au plus tard le 23 Décembre 2019 afin de permettre un délai de réponse suffisant. Il se peut qu'on ne réponde PAS aux questions reçues après cette échéance.

On demande que la rétroaction et les réponses à la présente DDR soient présentées au plus tard le 30 Décembre 2019 afin d'en permettre l'examen. Il se peut que les commentaires et les questions reçus après cette date ne soient pas pris en considération.

La présente DDR peut faire l'objet de modifications. Le cas échéant, ces modifications seront publiées sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (achatsetventes.gc.ca). SPAC pourrait fournir des réponses écrites aux questions reçues au plus tard à la date de clôture au moyen d'un addenda à la DDR ou de questions-réponses publiées sur achatsetventes.gc.ca. Le Canada demande aux répondants de visiter régulièrement le site achatsetventes.gc.ca pour vérifier s'il y a des changements.